

# DROIT EUROPÉEN DU TRAVAIL

5<sup>e</sup> ÉDITION

Bernard Teyssié



LexisNexis®

© LexisNexis SA, 2013  
141, rue de Javel – 75015 Paris

# Table des matières

Du même auteur.....	IV
Liste des abréviations.....	VII
<b>INTRODUCTION</b> .....	1
Section 1 : DE L'UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE À L'UNION EUROPÉENNE.....	4
Sous-section 1 : CONSEIL DE L'EUROPE.....	5
§ 1. – Texte général.....	5
I. – Impact direct sur le droit des relations de travail.....	7
A. – Article 4.....	7
B. – Article 11.....	7
II. – Impact indirect sur le droit des relations de travail.....	9
A. – Article 6.....	10
B. – Article 8.....	15
C. – Article 9.....	17
D. – Article 10.....	18
E. – Article 14.....	18
§ 2. – Textes spéciaux.....	20
I. – Charte sociale européenne.....	20
II. – Code européen de la sécurité sociale.....	25
III. – Convention européenne relative au statut juridique du travailleur migrant.....	26
Sous-section 2 : UNION EUROPÉENNE.....	27
Section 2 : DE LA LOI AU CONTRAT.....	30
Sous-section 1 : LOI.....	31
§ 1. – Traités.....	31
I. – Des traités multiples.....	31
A. – Efficacité des institutions.....	32
B. – Élargissement des compétences.....	32
II. – Un ordre juridique nouveau.....	35
§ 2. – Règlements.....	36
§ 3. – Directives.....	38
I. – Adoption des directives.....	38
II. – Transposition des directives.....	39
A. – Technique.....	39
1° Demande.....	41
2° Décision.....	43
3° Négociation.....	43
4° Contrôle.....	44
B. – Résultat.....	44
1° Transposition opérée.....	45
2° Transposition non opérée.....	45
§ 4. – Décisions.....	48
§ 5. – Recommandations.....	49

§ 6. – Avis..... 50

Sous-section 2 : JURISPRUDENCE..... 51

§ 1. – Juges..... 52

    I. – Tribunal..... 52

    II. – Cour de justice..... 53

§ 2. – Recours..... 53

    I. – Conditions..... 54

    II. – Effets..... 58

        A. – Effets du recours..... 58

        B. – Effets de l'arrêt..... 58

            1°. Autorité..... 58

            2° Invocation..... 59

Sous-section 3 : NÉGOCIATION COLLECTIVE..... 60

§ 1. – Formulation d'avis..... 61

    I. – Objectif..... 61

    II. – Moyens..... 62

        A. – Orientation..... 62

        B. – Proposition..... 62

    III. – Métamorphose de la procédure..... 63

§ 2. – Conclusion d'accords..... 63

    I. – Engagement de la négociation..... 65

    II. – Parties à la négociation..... 67

    III. – Résultat de la négociation..... 68

        A. – Conclusion d'un accord..... 68

        B. – Mise en œuvre de l'accord..... 71

            1° Mise en œuvre par voie conventionnelle..... 71

            2° Mise en œuvre par voie réglementaire..... 73

Section 3 : DES HOMMES AUX NORMES..... 77

Titre 1 : CIRCULATION DES HOMMES

Chapitre 1 : CIRCULATION DES NON-SALARIÉS..... 83

Section 1 : RÉGIME GÉNÉRAL..... 84

Sous-section 1 : BÉNÉFICIAIRES DU DROIT DE SÉJOUR..... 85

§ 1. – Bénéficiaires directs..... 86

    I. – Protection sociale..... 86

    II. – Ressources..... 86

§ 2. – Bénéficiaires indirects..... 87

    I. – Identification des bénéficiaires indirects..... 87

    II. – Situation des bénéficiaires indirects..... 88

Sous-section 2 : CONSTATATION DU DROIT DE SÉJOUR..... 89

§ 1. – Ressortissant d'un État membre de l'Union européenne..... 89

§ 2. – Ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne..... 90

Section 2 : RÉGIMES SPÉCIAUX.....	91
Sous-section 1 : ÉTUDIANTS.....	92
§ 1. – Bénéficiaires du droit de séjour.....	93
I. – Bénéficiaires directs.....	93
A. – Conditions de reconnaissance du droit de séjour.....	93
B. – Portée du droit de séjour reconnu.....	95
II. – Bénéficiaires indirects.....	95
§ 2. – Constatation du droit de séjour.....	96
I. – Ressortissant d'un État membre de l'Union européenne.....	96
II. – Ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne.....	97
Sous-section 2 : RETRAITÉS.....	98
§ 1. – Reconnaissance du droit de séjour.....	98
I. – Bénéficiaires directs.....	98
A. – Activité passée.....	99
1° Situation antérieure au 30 avril 2006.....	99
2° Situation postérieure au 30 avril 2006.....	99
B. – Situation présente.....	99
1° Nationalité.....	99
2° Ressources.....	100
3° Protection sociale.....	101
II. – Bénéficiaires indirects.....	101
§ 2. – Constatation du droit de séjour.....	102
I. – Ressortissant d'un État membre de l'Union européenne.....	102
II. – Ressortissant d'un État non membre de l'Union européenne.....	103
Chapitre 2 : CIRCULATION DES SALARIÉS.....	105
Section 1 : CIRCULATION VERS L'EMPLOI.....	105
Sous-section 1 : RECONNAISSANCE DE LA LIBERTÉ DE CIRCULATION.....	107
§ 1. – Une liberté proclamée.....	107
I. – Périmètre de la liberté de circulation.....	108
A. – Un travailleur.....	109
1° Principes d'interprétation.....	109
2° Critères d'identification.....	110
B. – Un travailleur mobile.....	116
1° Un ressortissant européen qui circule.....	116
2° Une circulation en vue d'exercer une activité salariée.....	118
3° Un statut mis en cause par la perte de l'activité salariée.....	119
C. – Un travailleur en quête d'emploi.....	120
1° La libre circulation des travailleurs a pour but de permettre l'accès à un emploi.....	120
2° La libre circulation des travailleurs ne permet pas l'accès à tout emploi.....	121
II. – Contenu de la liberté de circulation.....	125
A. – Libertés pour le travailleur.....	125
1° Droit d'entrer sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne.....	126
2° Droit de séjourner sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne.....	128
3° Droit de demeurer sur le territoire d'un État membre de l'Union européenne.....	131
B. – Libertés pour la famille du travailleur.....	135
1° Reconnaissance de libertés à la famille du travailleur.....	135
2° Libertés reconnues à la famille du travailleur.....	138

§ 2. – Une liberté contrôlée.....	141
I. – Appréciation de la réserve d'ordre public.....	145
II. – Cantonnement de la réserve d'ordre public.....	145
A. – Une invocation justifiée.....	146
B. – Une invocation respectueuse des droits de la défense.....	147
C. – Une invocation non discriminatoire.....	151
1° Comportements sanctionnés.....	151
2° Mesures prononcées.....	151
Sous-section 2 : <b>EXERCICE DE LA LIBERTÉ DE CIRCULATION</b> .....	152
§ 1. – Information.....	152
I. – Des réflexions.....	153
II. – Des actions.....	154
A. – Rassemblement de l'information.....	154
1° Rassemblement des informations auprès des services nationaux de l'emploi.....	154
2° Rassemblement des informations auprès du Bureau européen de coordination.....	155
B. – Diffusion de l'information.....	156
§ 2. – Intégration.....	156
I. – Intégration du travailleur.....	157
A. – Intégration dans l'entreprise.....	157
1° Un principe.....	158
2° Des applications.....	161
B. – Intégration dans la cité.....	166
1° Normes particulières.....	166
2° Norme générale.....	167
II. – Intégration de la famille.....	172
A. – Vecteurs d'intégration d'origine réglementaire.....	172
1° Accès à la formation.....	173
2° Accès à l'emploi.....	175
B. – Vecteurs d'intégration d'origine jurisprudentielle.....	176
1°. Accès des membres de la famille aux avantages sociaux et fiscaux.....	176
2°. Accès des membres de la famille aux seuls avantages sociaux et fiscaux.....	177
Section 2 : <b>CIRCULATION DANS L'EMPLOI</b> .....	178
Sous-section 1 : <b>SUPPORT DE LA MISE À DISPOSITION DE SALARIÉS</b> .....	179
§ 1. – Mise à disposition opérée à titre principal.....	179
§ 2. – Mise à disposition opérée à titre accessoire.....	180
Sous-section 2 : <b>STATUT DES SALARIÉS MIS À DISPOSITION</b> .....	182
§ 1. – Principe.....	182
§ 2. – Limites.....	182
I. – Limites admises par la jurisprudence.....	182
II. – Limites consacrées par le législateur.....	184
A. – Limites consacrées par la loi nationale.....	184
B. – Limites consacrées par la loi européenne.....	185
1° Bénéficiaires de la garantie.....	186
2° Contenu de la garantie.....	187

## Titre 2 : UNIFICATION DES NORMES

Chapitre 1 : <b>RELATIONS INDIVIDUELLES DE TRAVAIL</b> .....	195
Section 1 : <b>EXISTENCE DES RELATIONS DE TRAVAIL</b> .....	195
Sous-section 1 : <b>ÉTABLISSEMENT DES RELATIONS DE TRAVAIL</b> .....	195
§ 1. – Préparation au travail.....	196
I. – Amélioration de la formation.....	196
A. – Formation initiale.....	196
B. – Formation continue.....	197
II. – Reconnaissance mutuelle des diplômes et qualifications.....	198
A. – Reconnaissances ponctuelles.....	200
B. – Reconnaissances générales.....	200
1° Domaine de la directive du 7 septembre 2005.....	202
2° Contenu de la directive du 7 septembre 2005.....	204
§ 2. – Accès au travail.....	207
I. – Conclusion du contrat de travail.....	207
A. – Travail à durée déterminée.....	210
1° Utilisation du travail à durée déterminée.....	211
2° Situation du travailleur à durée déterminée.....	215
B. – Travail temporaire.....	217
1° Utilisation du travail intérimaire.....	218
2° Situation du travailleur intérimaire.....	219
II. – Constatation du contrat de travail.....	221
A. – Périmètre de l'obligation.....	222
B. – Contenu de l'obligation.....	222
1° Objet de l'information.....	223
2° Modalités de l'information.....	225
Sous-section 2 : <b>EXÉCUTION DES RELATIONS DE TRAVAIL</b> .....	226
§ 1. – Conditions de travail.....	226
I. – Sécurité au travail.....	226
A. – Directives particulières.....	228
1° Âge du salarié.....	228
2° Maternité.....	229
3° Conditions de travail.....	230
4° Contrat de travail.....	230
B. – Directive générale.....	232
1° Obligations des employeurs.....	233
2° Obligations des salariés.....	237
II. – Rythme de travail.....	238
A. – Temps de travail.....	239
1° Normes générales.....	239
2° Normes particulières.....	245
B. – Temps de repos.....	249
1° Normes générales.....	249
2° Normes particulières.....	254
III. – Dignité au travail.....	259

- § 2. – Rémunération du travail ..... 262
  - I. – Salaire ..... 262
    - A. – Montant du salaire ..... 262
      - 1° Montant relatif du salaire ..... 262
      - 2° Montant absolu du salaire ..... 263
    - B. – Paiement du salaire ..... 264
      - 1° Créances garanties ..... 266
      - 2° Montants garantis ..... 268
      - 3° Invocation de la garantie ..... 270
  - II. – Participation ..... 270
- Sous-section 3 : EXTINCTION DES RELATIONS DE TRAVAIL ..... 270
- § 1. – Éviction de la rupture ..... 271
  - I. – Transferts réglementés ..... 272
    - A. – Objet du transfert ..... 272
    - B. – Origine du transfert ..... 277
      - 1° Transfert de type sociétaire ..... 277
      - 2° Transfert de type conventionnel ..... 277
    - C. – Contexte du transfert ..... 279
      - 1° Liquidation des biens ..... 279
      - 2° Redressement judiciaire ..... 279
      - 3° Crise économique grave ..... 280
  - II. – Réglementation des transferts ..... 280
    - A. – Consultation des représentants du personnel ..... 280
    - B. – Maintien des contrats de travail ..... 281
      - 1° Un impératif : maintien des accords individuels ..... 281
      - 2° Un corollaire : sauvegarde des rapports collectifs ..... 285
- § 2. – Gestion de la rupture ..... 286
  - I. – Licenciement ..... 286
    - A. – Licenciements réglementés ..... 288
      - 1° Un licenciement ..... 288
      - 2° Un licenciement pour motif économique ..... 289
      - 3° Un licenciement collectif ..... 289
    - B. – Réglementation des licenciements ..... 290
      - 1° Prononcé du licenciement ..... 290
      - 2° Effets du licenciement ..... 294
  - II. – Retraite ..... 295
- Section 2 : ÉGALITÉ DANS LES RELATIONS DE TRAVAIL ..... 295
- Sous-section 1 : ÉGALITÉ DES HOMMES ..... 296
- § 1. – Directive du 27 novembre 2000 ..... 297
  - I. – Périmètre de l’interdit ..... 297
    - A. – Principe ..... 297
    - B. – Limites ..... 299
      - 1° Cantonnement ..... 299
      - 2° Atténuations ..... 299
  - II. – Régime de l’interdit ..... 302
    - A. – Action ..... 302
    - B. – Sanction ..... 304

§ 2. – Directive du 29 juin 2000.....	304
I. – Périmètre de l'interdit.....	304
A – Cause de la discrimination.....	305
B. – Objet de la discrimination.....	305
II. – Régime de l'interdit.....	306
A. – Une discrimination.....	306
1°. Concept.....	306
2°. Preuve.....	307
B. – Des sanctions.....	307
1° Vecteur.....	307
2° Contenu.....	308
Sous-section 2 : <b>ÉGALITÉ DES SEXES</b> .....	309
§ 1. – Emploi.....	311
I. – Domaine de l'impératif d'égalité.....	313
A. – Activités.....	313
1° Principe.....	313
2° Exceptions.....	314
B. – Discriminations.....	316
1° Nature de la discrimination.....	316
2° Objet de la discrimination.....	318
II. – Portée de l'impératif d'égalité.....	321
A. – Prohibition des discriminations négatives.....	321
1° Discriminations sanctionnées.....	321
2° Sanction des discriminations.....	322
B. – Admission des discriminations positives.....	327
1° Discrimination au profit de la seule mère.....	327
2° Discrimination au profit de toute femme.....	328
§ 2. – Rémunération.....	333
I. – Périmètre du principe d'égalité.....	335
A. – Égalité des rémunérations.....	335
1° Salaire ou traitement.....	335
2° Avantages.....	336
B. – Prohibition des discriminations.....	340
1° Acteurs de la discrimination.....	340
2° Existence de la discrimination.....	341
II. – Conséquences du principe d'égalité.....	345
A. – Constat de l'inégalité.....	345
B. – Remède à l'inégalité.....	347
1° Égalité par alignement sur le groupe favorisé.....	347
2° Égalité par dépassement du groupe favorisé.....	348
Chapitre 2 : <b>RELATIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL</b> .....	351
Section 1 : <b>REPRÉSENTATION COLLECTIVE</b> .....	351
Sous-section 1 : <b>REPRÉSENTATION COLLECTIVE EXTERNE</b> .....	352
§ 1. – Mouvement syndical.....	352
I. – Organisations de salariés.....	352
A. – Organisations intersectorielles.....	352
1° Organisations intercatégorielles.....	353
2° Organisations catégorielles.....	356



B. – Organisations sectorielles.....	356
II. – Organisations d'employeurs.....	357
A. – Organisations intersectorielles.....	357
1° Business Europe.....	357
2° Centre européen des entreprises à participation publique.....	358
3° Union européenne de l'artisanat et des petites et moyennes entreprises.....	359
B. – Organisations sectorielles.....	359
§ 2. – Représentativité syndicale.....	360
I. – Représentativité légale.....	361
A. – Critères de représentativité.....	361
B. – Organisations représentatives.....	362
II. – Représentativité conventionnelle.....	363
§ 3. – Action syndicale.....	364
I. – Revendication.....	364
II. – Concertation.....	365
A. – Consultation.....	365
1° Comités intersectoriels.....	366
2° Comités sectoriels.....	366
B. – Dialogue.....	367
Sous-section 2 : <b>REPRÉSENTATION COLLECTIVE INTERNE</b> .....	370
§ 1. – Cadre général.....	371
I. – Domaine.....	372
A. – Norme générale.....	372
B. – Normes particulières.....	373
1° Normes permanentes.....	373
2° Normes temporaires.....	373
II. – Contenu.....	374
A. – Modalités.....	374
1° Modalités légales.....	375
2° Modalités conventionnelles.....	376
B. – Garanties.....	376
1° Garanties pour l'employeur.....	377
2° Garanties pour le salarié.....	378
§ 2. – Cadres particuliers.....	378
I. – La représentation collective dans les entreprises et les groupes de dimension communautaire.....	379
A. – Périmètre du comité d'entreprise européen.....	383
1° Entreprise de dimension communautaire.....	383
2° Groupe de dimension communautaire.....	388
B. – Constitution du comité d'entreprise européen.....	393
1° Constitution d'un comité d'entreprise européen par voie d'accord.....	394
2° Constitution d'un comité d'entreprise européen en l'absence d'accord.....	417
II. – La représentation collective dans les sociétés de type européen.....	435
A. – La représentation collective dans les sociétés européennes.....	435
1° Implication conventionnelle.....	437
2° Implication légale.....	443
B. – La représentation collective dans les sociétés coopératives européennes.....	454
1° Implication conventionnelle.....	455
2° Implication légale.....	462

III. – La représentation collective dans la société issue de la fusion transfrontalière de sociétés de capitaux .....	471
A. – Dispositif conventionnel .....	472
1° Parties à la négociation .....	472
2° Déroulement de la négociation .....	473
B. – Dispositif légal .....	474
1° Participation aux organes de direction .....	474
2° Comité de la société issue de la fusion transfrontalière .....	475
Section 2 : <b>CONFLITS COLLECTIFS</b> .....	475
Sous-section 1 : <b>GRÈVE</b> .....	475
§ 1. – Un droit .....	477
§ 2. – Des restrictions .....	478
I. – Des droits à concilier .....	478
II. – Les voies de la conciliation .....	480
A. – Droit de grève <i>versus</i> libertés économiques .....	480
B. – Libertés économiques <i>versus</i> droit de grève .....	480
Sous-section 2 : <b>LOCK-OUT</b> .....	483
Index alphabétique .....	485